

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

30 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI**modifiant le Code électoral
en vue de supprimer le seuil électoral**

(déposée par M. Raoul Hedebouw et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

BUITENGEWONE ZITTING 2019

30 september 2019

WETSVOORSTEL**tot wijziging van het Kieswetboek met het oog
op de afschaffing van de kiesdrempel**

(ingediend door de heer Raoul Hedebouw c.s.)

RÉSUMÉ

En 2003, un seuil a été instauré dans le système électoral belge: pour pouvoir être éligible à la répartition des sièges, une liste doit obtenir au moins cinq pour cent des suffrages valablement exprimés au sein d'une circonscription.

Cette mesure favorise clairement les grands partis traditionnels, alors qu'une dynamisation et une diversification du paysage politique pourraient contribuer de manière significative à lutter contre les abus de pouvoir, la confusion d'intérêts et la corruption.

Cette proposition de loi vise dès lors à supprimer le seuil électoral.

SAMENVATTING

Sinds 2003 is er een drempel ingebouwd in het Belgisch kiesstelsel: een lijst dient minstens vijf procent van de geldig uitgebrachte stemmen binnen een kieskring te behalen voor ze in aanmerking komt voor de zetelverdeling.

Deze maatregel bevoordeelt overduidelijk de grote, traditionele partijen. Een meer dynamisch en divers politiek landschap kan nochtans een belangrijke bijdrage leveren aan de strijd tegen machtsmisbruik, belangenvermenging en corruptie.

Dit wetsvoorstel heft daarom de kiesdrempel op.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 3435/001.

La démocratie a été réduite dans notre société à une banale activité de marché libérale. Les citoyens ne participent pas à la politique. Ils ne sont pas associés à la prise de décisions sur les questions sociétales. Ils sont de plus en plus souvent considérés comme de simples consommateurs du jeu politique. Ce n'est qu'une fois tous les cinq ans qu'ils sont invités à exprimer leur avis en choisissant leurs représentants. Il n'est donc pas surprenant que de moins en moins de personnes se sentent concernées par cette forme de politique.

Une démocratie moderne doit être organisée de manière bien plus dynamique et être beaucoup plus axée sur la participation. La vraie démocratie suppose une interaction constante entre les personnes, les quartiers, le personnel des entreprises et les responsables politiques. Pour que la population puisse participer réellement à la démocratie, on pourrait organiser des consultations numériques, donner aux citoyens le droit de faire eux-mêmes des lois, soumettre des décisions importantes à la population par référendum, prévoir la possibilité de rappeler à l'ordre les représentants élus, etc. Une participation bien différente de celle qui consiste à remplir un bulletin de vote toutes les x années.

Il est donc clair que la forme actuelle de notre démocratie manque fondamentalement de respect pour la souveraineté du peuple. C'est précisément la raison pour laquelle il est incompréhensible que même cette forme limitée de participation au travers d'élections ait été érodée par l'instauration du seuil électoral. Depuis 2003, un seuil supplémentaire a été introduit dans le système électoral belge: une liste doit obtenir au moins cinq pour cent des suffrages valablement exprimés dans une circonscription électorale pour être éligible à la répartition des sièges.

En raison de l'instauration d'un seuil électoral, des milliers de votes ne sont pas pris en compte à chaque élection. En 2014, un total de 380 427 votes ont été exprimés lors des élections fédérales sur des listes qui n'ont finalement pas eu d'élu. C'est presque autant que le nombre de votes blancs ou nuls (412 951), et plus que le total des votes de sept des treize partis qui ont finalement eu des élus.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 3435/001.

De democratie is in onze maatschappij herleid tot een banale liberale marktactiviteit. Burgers nemen geen deel aan het beleid. Ze worden niet betrokken bij besluitvorming over de maatschappelijke vraagstukken. Ze worden steeds meer beschouwd als louter consumenten van het politieke steekspel. Slechts één keer om de vijf jaar wordt om hun mening gevraagd voor de keuze van de volksvertegenwoordigers. Het is daarom niet verwonderlijk dat steeds minder mensen zich aangesproken voelen door deze vorm van politiek.

Een moderne democratie moet veel dynamischer georganiseerd worden, veel meer gericht zijn op participatie. Voor reële democratie is een voortdurende wisselwerking nodig tussen de mensen, de buurten, de werknemers in de bedrijven en de politieke verantwoordelijken. Werkelijke inspraak van de bevolking kan door digitaal raadplegingen te organiseren, door de bevolking het recht te geven om zelf wetten te maken, door belangrijke beslissingen voor te leggen aan de bevolking via referendum, door te voorzien in de mogelijkheid om volksvertegenwoordigers tot de orde te roepen, enzovoort. Dat is inspraak van een andere orde dan eens om de zoveel jaren een bolletje in te kleuren.

Het is dus duidelijk dat de huidige vorm van onze democratie fundamenteel tekort schiet in het respecteren van de soevereiniteit van het volk. Net daarom is het onbegrijpelijk dat zelfs die beperkte vorm van inspraak via verkiezingen uitgehold is door de invoering van de kiesdrempel. Sinds 2003 is er een bijkomende drempel ingebouwd in het Belgisch kiesstelsel: de bepaling dat een lijst minstens vijf procent van de geldig uitgebrachte stemmen moet behalen binnen een kieskring voordat ze in aanmerking komt voor de zetelverdeling.

Door het instellen van een kiesdrempel worden bij elke verkiezing duizenden stemmen buitenspel gezet. In 2014 werden bij de federale verkiezingen in totaal 380 427 stemmen uitgebracht op lijsten die uiteindelijk geen verkozenen behaalden. Dat is bijna evenveel als het aantal blanco of ongeldige stemmen (412 951), en groter dan het stemmentotaal van zeven van de dertien partijen die uiteindelijk verkozenen hadden.

Les chiffres des élections régionales sont également frappants. Pour l'élection du Parlement flamand, ce chiffre est de 170 082 voix, pour la Région de Bruxelles-Capitale de 41 338 voix, pour le Parlement wallon de 163 928 voix et pour celui de la Communauté germanophone de 432 voix.

Le seuil électoral de 5 % est l'un des éléments du système électoral belge qui va à l'encontre de la logique de la représentation proportionnelle totale. En raison du seuil électoral, toutes les opinions ne sont pas représentées. De nouvelles voix dans le débat de société sont étouffées. Il est impossible pour les petits partis et les nouveaux partis ou idéologies de se développer, notamment parce que la représentation au parlement est une condition préalable pour bénéficier de l'attention des médias et d'un financement.

Cette mesure favorise clairement les grands partis traditionnels. À l'origine, le seuil électoral a même été introduit comme "mesure compensatoire" pour ces partis lors de la réforme des circonscriptions électorales. En d'autres termes, il s'agissait d'un choix délibéré qui devait rendre plus difficile pour les nouveaux partis d'obtenir des élus et plus facile pour les partis établis de conserver leur position dominante.

Un paysage politique plus divers et plus dynamique pourrait pourtant contribuer de manière importante à la lutte contre les abus de pouvoir, les confusions d'intérêts et la corruption. On a pu constater, ces dernières années, à l'occasion de la mise au jour de toutes sortes de scandales politico-financiers, à quel point cette lutte reste nécessaire. Si les partis traditionnels sont sérieux à propos du "renouveau politique", ils doivent également permettre que ce renouveau de l'intérieur puisse se concrétiser dans la pratique, plutôt que de lui faire obstacle.

La suppression du seuil électoral ne constitue certainement pas une solution miracle qui permettra à toutes les voix de se faire entendre dans le débat social. C'est ainsi qu'outre les mesures déjà évoquées, il y aurait également lieu de mener des réformes notamment au niveau du financement des partis et de l'accès aux médias. À l'heure actuelle, ces deux éléments contribuent en effet à la consolidation de la position dominante des partis traditionnels.

Pour l'heure, nous demandons la suppression du seuil électoral anti-démocratique en tant que premier pas vers des élections totalement proportionnelles.

Ook voor de regionale verkiezingen zijn de cijfers opvallend. Voor de verkiezing van het Vlaams Parlement bedraagt dit cijfer 170 082 stemmen, voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 41 338, voor het Waals Parlement 163 928, en voor het parlement van de Duitstalige Gemeenschap 432 stemmen.

De kiesdrempel van vijf procent is één van de elementen binnen het Belgisch kiesstelsel dat ingaat tegen de logica van een volledig proportionele, evenredige vertegenwoordiging. Door de kiesdrempel komen niet alle meningen aan bod. Nieuwe stemmen in het maatschappelijk debat worden gesmoord. Kleine en nieuwe partijen of strekkingen kunnen zich onmogelijk ontwikkelen, ook al omdat vertegenwoordiging in het parlement een voorwaarde is voor media-aandacht en financiering.

Deze maatregel bevoordeelt overduidelijk de grote, traditionele partijen. Oorspronkelijk werd ze zelfs ingevoerd als "compensatiemaatregel" voor deze partijen bij het hervormen van de kiesarrondissementen. Het was, met andere woorden, een doelbewuste keuze die het moeilijker moest maken voor nieuwe partijen om een verkozene te behalen en gemakkelijker voor gevestigde partijen om hun machtspositie te behouden.

Een meer dynamisch en divers politiek landschap kan nochtans een belangrijke bijdrage leveren aan de strijd tegen machtsmisbruik, belangenvermenging en corruptie. In de voorbije jaren, bij het boven water komen van allerlei politiek-financiële schandalen, bleek nog maar eens waarom deze strijd noodzakelijk blijft. Als traditionele partijen ernstig zijn over "politieke vernieuwing", dan moeten ze ook mogelijk maken dat deze vernieuwing van onderuit zich in de praktijk kan voltrekken, in plaats van ze te belemmeren.

De afschaffing van de kiesdrempel is zeker geen mirakeloplossing om alle stemmen aan bod te laten komen in het maatschappelijk debat. Zo moeten er, naast de reeds vernoemde maatregelen, ook hervormingen doorgevoerd worden in onder andere de partijfinanciering en de toegang tot de media. Op dit moment dragen beide elementen namelijk ook bij tot het bestendigen van de machtspositie van de gevestigde partijen.

Dit wetsvoorstel voorziet alvast in het afschaffen van de antidemocratische kiesdrempel, als eerste stap naar volledig proportionele en evenredige verkiezingen.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Cet article abroge l'article 165*bis* du Code électoral, qui exclut de la répartition des sièges les listes ayant obtenu moins de 5 % du total général des votes valablement exprimés dans une circonscription électorale.

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Roberto D'AMICO (PVDA-PTB)
Maria VINDEVOGHEL (PVDA-PTB)

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

Dit artikel schaft artikel 165*bis* van het Kieswetboek af, dat lijsten uitsluit van de zetelverdeling indien die lijsten minder dan 5 % hebben behaald van het algemeen totaal van de geldig uitgebrachte stemmen in een kieskring.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 165*bis* du Code électoral, inséré par la loi du 13 décembre 2002 et remplacé par la loi du 6 janvier 2014, est abrogé.

28 août 2019

Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Roberto D'AMICO (PVDA-PTB)
Maria VINDEVOGHEL (PVDA-PTB)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 165*bis* van het Kieswetboek, ingevoegd bij de wet van 13 december 2002 en vervangen bij de wet van 6 januari 2014, wordt opgeheven.

28 augustus 2019